

Convention collective

IDCC : 9081 | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Ardennes)

(22 octobre 1980)

(Étendue par arrêté du 29 juillet 1981,
Journal officiel du 5 septembre 1981)

Avenant n° 97 du 1^{er} février 2022

NOR : AGRS2297050M

IDCC : 9081

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;

Syndicat des entrepreneurs des territoires de la Marne et des Ardennes ;

Fédération départementale des coopératives d'utilisation du matériel agricole,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union départementale des syndicats CGT FO ;

Fédération CFTC de l'agriculture ;

Union départementale des syndicats CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de garantir la pérennité du régime de prévoyance des entreprises relevant de la convention collective des exploitations et entreprises agricole des Ardennes, les parties se sont accordées pour procéder à un aménagement des taux de cotisations dudit régime.

Par ailleurs, en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | **Modification des taux de cotisation**

Le « 1.2. Taux de cotisations et répartition » du « 1. Cotisations » du paragraphe « V. Dispositions communes » de l'article 45.1 « Régime de prévoyance des salariés non cadres » de la convention collective est abrogé et remplacé par le suivant :

« 1. Cotisations

1.2. Taux de cotisations et répartition

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global de cotisations destinées au financement des prestations, s'élève à 1,87 %, ainsi réparti :

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

Garanties	Total	Employeur	Salarié
Décès	0,40 %	0,40 %	-
Incapacité temporaire de travail :			
– mensualisation ;	0,27 %	0,27 %	-
– relais mensualisation.	0,63 %	0,17 %	0,46 %
Invalidité	0,41 %	0,41 %	-
Assurance des charges sociales ^[1]	0,16 %	0,16 %	-
Total	1,87 %	1,41 %	0,46 %
[1] Destinée au financement de l'assurance des charges sociales.			

La garantie légale résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail est financée par une cotisation de 0,27 % et l'assurance des charges sociales patronales est financée par une cotisation de 0,16 %. Ces cotisations sont à la charge exclusive de l'employeur.

Article 2 | **Extension, entrée en vigueur et dépôt**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Celui-ci entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois après un délai d'information de 30 jours suivant la publication de l'arrêté d'extension.

Il sera déposé à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (Dreets) de la région Grand-Est, à Charleville-Mézières.

Fait à Charleville-Mézières, le 1^{er} février 2022.

(Suivent les signatures.)